



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministerialité  
et du développement durable**

Bureau des procédures environnementales  
et foncières

Affaire suivie par : Marie-Cécile BIGOT

Tél. 02.41.81.81.63

[marie-cecile.bigot@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:marie-cecile.bigot@maine-et-loire.gouv.fr)

Angers, le 24 décembre 2021

Monsieur le Directeur,

Pour faire suite à la transmission le 15 janvier 2021 de votre demande de réexamen au titre de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED), que vous avez complétée le 19 juillet 2021, je vous informe que votre dossier est complet et régulier. Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés réglementant votre activité permettent de respecter les dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement et ne nécessitent donc pas d'actualisation conformément à l'article R. 515-73 du même code.

En conséquence, je prends acte de la mise à jour de votre situation administrative qui figure dans le tableau ci-joint.

A compter du 4 décembre 2023, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) vous sera opposable. Cet arrêté est applicable à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire, relevant du régime de l'autorisation, en l'occurrence les exploitations soumises aux rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

S'agissant de la fréquence de surveillance des émissions de phosphore et d'azote, il n'est pas possible de répondre favorablement à votre demande d'ajustement. En effet, bien que la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles prévoit la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, cette souplesse n'a pas été reprise dans l'arrêté ministériel précité. A compter du 4 décembre 2023, la fréquence de surveillance du phosphore et de l'azote devra donc être journalière.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau

  
Valérie GRENON

Monsieur le Directeur  
de la société Pâtisserie Pasquier,  
Route de la Loge  
BP 32  
49360 LES CERQUEUX

# ANNEXE

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime autorisé *	Portée de l'évolution des activités
3642-3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	Capacité maximale : 105 tonnes de produits finis par jour	A	Evolution par rapport à la capacité déclarée en juillet 2014 pour le positionnement IED 90t/j
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V.	Station d'épuration traitant les effluents industriels de Brioche Pasquier et Pâtisserie Pasquier, installation relevant de la directive IED	A	Aucune évolution
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Station d'épuration traitant les effluents de deux installations classées à autorisation	A	Aucune évolution
4735	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	Quantité maximale d'ammoniac 8,3 tonnes	A	Capacité inchangée Evolution de la rubrique suite au décret n°2014-385 du 3 mars 2014
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Trois tours aéroréfrigérantes TAR : 2150 kW condenseur 1 et 2 : 3500 kW Puissance totale : 5650 kW	E	Evolution des installations et du régime de classement suite au décret 2013-1205
1511	Entrepôts exclusivement frigorifiques Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	33 000 m <sup>3</sup>	DC	Installations classées sous la rubrique 1510 dans l'AP Evolution suite à la création de la rubrique 1511 par décret 2010-367 du 13/04/10

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration